

Panorama secteurs



SOMMAIRE

/02 Baromètre sectoriel

par Khalid AIT YAHIA,
Jennifer FOREST et
Emanuelle HIRSCH

/05 Montée en gamme et innovation : clés du succès pour le textile français et européen ?

par Khalid AIT YAHIA,
Bruno FERNANDES et
Emmanuelle HIRSCH

Dans le cadre de notre série de publications économiques, nous clôturons l'année avec notre troisième panorama secteurs.

Vous y trouverez notre baromètre habituel. Il évalue le risque que représentent pour les entreprises quatorze secteurs industriels importants en Asie émergente, en Amérique du Nord et en Europe de l'Ouest. Au-delà de ces évaluations, nous détaillons de manière synthétique et pour chacune de ces grandes zones, l'évolution de la distribution, l'électronique, la métallurgie, l'automobile, la pharmacie et les services.

Quels sont les faits marquants du dernier trimestre 2013 ? En Amérique du Nord, nous reclassons l'automobile et la distribution, dont le risque est redevenu modéré grâce au bon niveau de la consommation des ménages. En Asie émergente, les risques liés aux services sont désormais, eux aussi, modérés, le chiffre d'affaires et la rentabilité des entreprises de ce secteur augmentant de manière assez sensible. En revanche, nous maintenons nos évaluations pour tous les secteurs de l'Europe de l'Ouest car, si la situation dans l'ensemble tendance à se stabiliser, cette zone reste difficile et fortement chahutée.

Nous vous proposons également un focus sur le textile européen. Cette industrie traditionnelle a été, très tôt, confrontée à la mondialisation et, en particulier, à la concurrence des pays en voie de développement. Comment a-t-elle réagi ? En développant une stratégie efficace d'innovation (dans les textiles techniques) et de capitalisation sur son image de savoir-faire et de qualité. Une stratégie qui porte indéniablement ses fruits, mais peut-on pour autant parler de stabilisation durable ? Quels enjeux pour les années à venir ? Quels risques pour les entreprises ?

RESERVE

Le présent document reflète l'opinion de la direction de la recherche économique de Coface, à la date de sa rédaction et en fonction des informations disponibles ; il pourra être modifié à tout moment. Les informations, analyses et opinions qu'il contient ont été établies sur la base de multiples sources jugées fiables et sérieuses ; toutefois, Coface ne garantit en aucun cas l'exactitude, l'exhaustivité ou la réalité des données contenues dans le présent document. Les informations, analyses et opinions sont communiquées à titre d'information et ne constituent qu'un complément aux renseignements dont le lecteur dispose par ailleurs. Coface n'a aucune obligation de résultat mais une obligation de moyens et n'assurera aucune responsabilité pour les éventuelles pertes subies par le lecteur découlant de l'utilisation des informations, analyses et opinions contenues dans le présent document. Ce document ainsi que les analyses et opinions qui y sont exprimées appartiennent exclusivement à Coface ; le lecteur est autorisé à les consulter ou les reproduire à des fins d'utilisation interne uniquement sous réserve de porter la mention apparente de Coface et de ne pas altérer ou modifier les données. Toute utilisation, extraction, reproduction à des fins d'utilisation publique ou commerciale est interdite sans l'accord préalable de Coface. Le lecteur est invité à se reporter aux mentions légales présentes sur le site de Coface.

BAROMÈTRE SECTORIEL

Khalid AIT YAHIA, Jennifer FOREST et Emmanuelle HIRSCH,
direction de la recherche économique, Coface

La consommation des ménages en Amérique du Nord soutient les secteurs de la distribution et de l'automobile, dont les niveaux de risque sont en amélioration. L'Asie émergente n'est pas en reste, où le secteur des services présente un profil moins risqué. La situation des secteurs en Europe de l'Ouest, bien que difficile, se stabilise.

Indice de risque de crédit *			
Secteurs	Asie émergente	Amérique du Nord	Europe de l'Ouest **
Agroalimentaire	●	●	●
Distribution	●	●	●
Textile-habillement	●	●	●
Transport	●	●	●
Electronique, IT ***	●	●	●

Sources : Datastream, Coface

* A fin octobre 2013

** Voir schéma indice de risque de crédit page 4

*** Electronique, informatique et télécom

● Risque modéré ● Risque moyen ● Risque élevé ● Risque très élevé

DISTRIBUTION

Ce secteur maintient de bonnes performances en termes de risque de crédit, mais avec des situations contrastées selon les régions. Un point commun : la vigilance des ménages qui font particulièrement attention à leurs achats.

● Europe de l'Ouest

Le risque de crédit se stabilise. Il est lié à la consommation des ménages au sein de l'Union Européenne qui progresse très légèrement. Les ménages continuent en effet de consommer des produits hors alimentaires, mais réduisent leurs achats, surtout en Europe du Sud. En Allemagne cependant, le secteur voit ses ventes progresser grâce à une consommation stimulée par une baisse du chômage et les récentes augmentations salariales.

● Asie émergente

Dopé par une croissance de la consommation soutenue, le risque du secteur de la distribution reste modéré. En Chine, le chiffre d'affaires global du secteur croît de 14% et les ventes au détail progressent de 13% en octobre 2013 (comparé à octobre 2012), notamment grâce à l'ameublement et les bijoux. Ces ventes restent soutenues par des salaires qui continuent d'augmenter, et par une inflation modérée.

Si les consommateurs continueront d'épargner en Chine, le secteur bénéficie de conditions de crédit favorables, facilitant l'endettement des ménages dans le reste de l'Asie.

● Amérique du Nord

Le risque de crédit s'améliore, et il est désormais modéré. En effet, que ce soit au Canada ou aux Etats-Unis, on observe une augmentation des ventes des distributeurs traditionnels et en ligne de 3,9% sur un an. Le chiffre d'affaires, quant à lui, augmente de 5% à fin octobre 2013, sur la même période. Les dépenses des ménages américains également croissent à un rythme de 2% grâce à leur revenu disponible qui a progressé de 1% en 2013.

ELECTRONIQUE

Le secteur affiche des résultats contrastés en fonctions de ses différents sous-secteurs. Les produits électroménagers de moyenne gamme connaissent une phase de récession, illustrée par les difficultés de Fagor-Brandt et Indesit. Seules les marques visant le premium tirent leur épingle du jeu. Haier en est un exemple significatif, cette société ayant eu pour objectif dès ses débuts de conquérir l'Europe et les Etats-Unis avec des produits répondant à des hauts standards de qualité. Quant aux produits électroniques, la vague des tablettes remet en cause certaines stratégies de grands groupes. Les gagnants sont l'Asie et l'Amérique du Nord.

● Europe de l'Ouest

Afin d'arrêter le recul de la production européenne de puces électroniques, l'Europe met en place une stratégie visant à poser des jalons d'ici à 2020 pour faciliter les investissements (environ 100 milliards d'euros), doubler la production de micro puces et créer des nouveaux emplois. Le secteur de l'électronique reste porteur pour les microsystèmes électromécaniques (Mems). Ce marché devrait connaître une croissance de 12 à 13% par an entre 2012 et 2018 (Yole Développement), marché dominé par STMicroelectronics et Bosch.

● Amérique du Nord

Le chiffre d'affaires des entreprises du secteur a progressé de 3% sur un an. L'essor des Smartphones et des tablettes bénéficie à des sociétés comme Apple. Cette dernière en profite pour produire à nouveau sur le sol américain. D'autre part, la miniaturisation des composants et la taille croissante des plaques font progresser les dépenses d'investissement dans les sites de production. Cela nécessite une assise financière dont seuls les grands groupes disposent. Intel en fait partie mais voit sa suprématie attaquée par Samsung et Qualcomm, qui ont misé plus tôt sur les puces pour Smartphones.

● Asie émergente

Le secteur est en plein essor tant au niveau de la recherche et développement (via des écrans flexibles), les mémoires MRAM que des ventes de Smartphones. Si ces dernières profitent à des marques comme Samsung, d'autres comme HTC connaissent des difficultés. Des regroupements pour atteindre une taille critique face aux géants du secteur sont à prévoir. En outre, le recul des ventes grand public de PC au profit des tablettes a engendré des pertes de parts de marché pour Lenovo ou encore ASUS ce qui les amènera à développer de nouveaux produits.

Indice de risque de crédit *			
Secteurs	Asie émergente	Amérique du Nord	Europe de l'Ouest **
Mécanique	●	●	●
Métallurgie	●	●	●
Automobile	●	●	●
Construction	●	●	●
Energie	●	●	●

Sources : Datastream, Coface

* A fin octobre 2013

** Voir schéma indice de risque de crédit page 4

● Risque modéré ● Risque moyen ● Risque élevé ● Risque très élevé

MÉTALLURGIE

Sur les 10 premiers mois de 2013, la production mondiale d'acier a augmenté de 3,2% (+3,9 l'an passé à la même période) à 1,321 milliard de tonnes (source WSA). La progression de la production se poursuit en Asie et aux Etats-Unis. L'Europe connaît quant à elle une légère reprise. Les acteurs majeurs comme Arcelormittal augmentent leurs investissements. Toutefois, la faible croissance des principaux débouchés de la métallurgie affecte les résultats des entreprises.

● Europe de l'Ouest

La production européenne d'acier a augmenté de 4% en octobre 2013 et octobre 2012. Cette hausse masque des divergences marquées entre pays. La production recule en Italie du fait de la fermeture d'Ilva, tandis qu'elle progresse en Espagne et retrouve à nouveau son niveau de 2011. En France, Arcelormittal porte son effort sur les sites les plus rentables (Dunkerque) afin d'asseoir sa compétitivité.

Si l'aéronautique est particulièrement dynamique avec des carnets de commande pleins sur les 5 prochaines années, l'automobile et la construction restent à la traîne et voient leurs acteurs se fragiliser. Cela se traduit par un recul du chiffre d'affaires des entreprises du secteur métallurgie de 5%, tandis que les cash-flows diminuent de 17%.

L'aluminium européen souffre notamment de ses coûts énergétiques élevés. Le choix de produire avec une énergie verte contribue positivement à l'environnement, mais risque fort de compromettre la compétitivité des sociétés du secteur.

● Amérique du Nord

Le rachat par Arcelormittal et Nippon Steel du site américain de ThyssenKrupp va conforter la position des deux aciéristes en tant que fournisseurs de l'industrie automobile. Les prévisions de croissance sont particulièrement positives dans la métallurgie. Des efforts en recherche et développement pour produire des réservoirs en acier répondant aux nouvelles normes environnementales favorisent une production à forte rentabilité. Toutefois, la concurrence asiatique sur les produits à faible valeur ajoutée reste un risque significatif pour ces acteurs.

● Asie émergente

Quel que soit le métal, le risque est élevé du fait de fortes surcapacités. En particulier, la filière sidérurgique ne parvient pas à se consolider et voit ses marges fondre. La Chine produirait 20% de plus que ses besoins réels. Le gouvernement envisage de prendre des mesures pour réduire la production en montant en gamme.

AUTOMOBILE

Il semble y avoir des éclaircies sur les trois marchés que nous suivons. L'Amérique du Nord s'est bien ressaisie et offre de bonnes perspectives. L'Asie émergente reste toujours aussi solide. L'Europe de l'Ouest se distingue par la bonne tenue du secteur au Royaume-Uni.

● Europe de l'Ouest

Elle présente toujours un risque très élevé. Cela touche en particulier les acteurs des extrémités de la filière : les petits équipementiers ainsi que les distributeurs et réparateurs. Toutefois, ce sombre tableau est contrebalancé par la relative bonne santé des grands équipementiers qui ont su s'implanter dans des zones à forte croissance. Enfin, signalons la solidité de l'industrie automobile britannique, qui sait allier spécialisation sur le segment premium, forte présence à l'export et innovations technologiques.

● Amérique du Nord

Les ventes de voitures neuves ont retrouvé leur niveau d'avant crise. Le secteur est reclassé en risque modéré. Les cash-flows augmentent de 19% sur un an. Cette filière attire de plus en plus de constructeurs et équipementiers européens.

● Asie émergente

L'automobile présente toujours un risque modéré. Toutefois, la mise en œuvre de mesures de contrôle du nombre d'automobiles dans les grandes villes de la côte Est chinoise, poussées par la congestion des infrastructures publiques et un environnement dégradé, modère notre optimisme. De plus, les voitures neuves sont très concurrencées par les automobiles d'occasion, à mesure que le parc chinois augmente de taille.

Les perspectives sont favorables, car le consommateur chinois profitera à plein de l'accroissement de son niveau de vie. La classe moyenne chinoise devrait plus que doubler d'ici à 2020 pour atteindre 500 millions de personnes.

Indice de risque de crédit *			
Secteurs	Asie émergente	Amérique du Nord	Europe de l'Ouest **
Chimie	●	●	●
Pharmacie	●	●	●
Papier-bois	●	●	●
Services	●	●	●

Sources : Datastream, Coface
* A fin octobre 2013

** Voir schéma indice de risque de crédit ci-dessous

● Risque modéré ● Risque moyen ● Risque élevé ● Risque très élevé

SERVICES

Le secteur, tributaire des dépenses des ménages et des entreprises, se porte bien en Asie émergente, tandis qu'en Amérique du Nord l'activité se montre résiliente. La situation est contrastée en Europe de l'Ouest, où l'Allemagne offre de meilleures perspectives que les autres nations.

● Europe de l'Ouest

Les services sont, au niveau européen, dépendant d'une contraction des dépenses consacrées à ce secteur à la fois des particuliers, des entreprises, mais également des collectivités locales. La profitabilité chute de 2% sur un an.

En Allemagne cependant, les services aux entreprises restent dynamiques.

● Asie émergente

Le risque de crédit est désormais modéré. En effet, le chiffre d'affaires des services dans cette région s'améliore (+3%), et la profitabilité s'accroît de 5% sur un an. Les services aux entreprises sont très prisés, notamment ceux liés à l'informatique et l'ingénierie. En Chine, le secteur est résistant avec un indice PMI qui, à fin novembre 2013, se stabilise à 60, soit une légère hausse de 0,7 point par rapport à novembre 2012. Les services qui occupent une place importante en Inde, affichent des performances satisfaisantes.

● Amérique du Nord

Avec une hausse du chiffre d'affaires et des cash-flows de respectivement 9% et 6% sur un an, les services restent dynamiques dans cette région. Le secteur présente un risque de crédit moyen, avec des entreprises qui bénéficient, notamment aux Etats Unis, de la reprise économique. Au Canada, le tourisme est fragilisé par le niveau élevé du dollar canadien par rapport au dollar américain.

PHARMACIE

Peu de changements par rapport à notre précédente évaluation. Le secteur pharmaceutique connaît des bouleversements importants, et ses marchés traditionnels sont en pertes de vitesse.

● Europe de l'Ouest

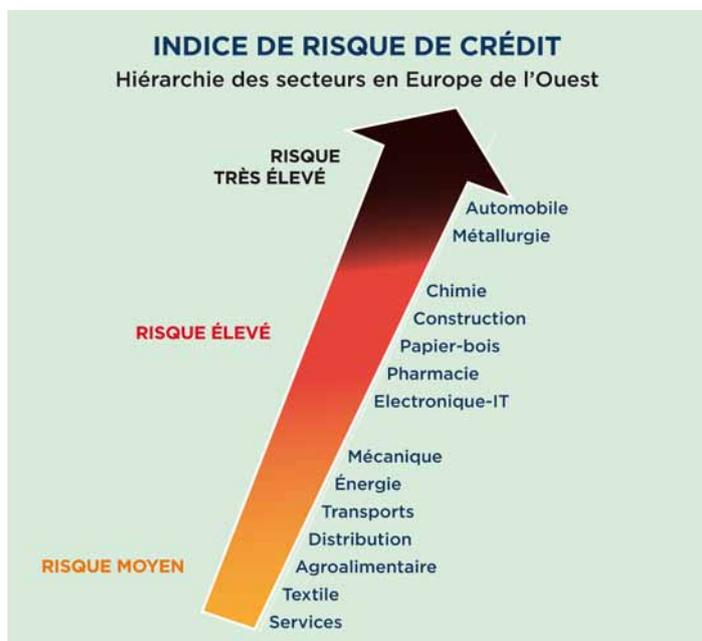
La pression sur les prix des médicaments, exercée sur les laboratoires pharmaceutiques, réduit leurs marges. La profitabilité est en baisse de 6% sur un an. Les grands laboratoires réduisent leur présence sur bien des segments et vendent des actifs afin de financer leur développement à l'international, et leurs achats de biotechs. En témoigne une baisse des cash-flows de 3%, sur un an. Le risque demeure élevé.

● Asie émergente

Le chiffre d'affaires du secteur croît toujours à un rythme soutenu, (+12% sur un an). La profitabilité moyenne du secteur, quoique légèrement en baisse, demeure forte à plus de 14%. Le risque reste donc modéré.

● Amérique du Nord

Les évolutions du chiffre d'affaires et de la profitabilité sont stables, cette dernière n'augmentant que de 1% sur un an. Malgré des problèmes techniques, la plateforme électronique de souscription d'une assurance santé aux Etats-Unis obligatoire sera bien en place en 2014. Toutefois, il est trop tôt pour prévoir ses effets sur les résultats des acteurs de la filière.



MÉTHODOLOGIE DE L'INDICE DE RISQUE DE CRÉDIT :

Les évaluations Coface se fondent sur des données financières publiées par plus de 6 000 entreprises cotées, issues de trois grandes zones géographiques : Asie émergente, Amérique du nord et Union européenne à 15.

Notre indicateur statistique de risque de crédit synthétise simultanément les évolutions de quatre indicateurs financiers : l'évolution du chiffre d'affaires, de la profitabilité, du taux d'endettement net, du cash-flow, et de la sinistralité observée par notre réseau.

MONTÉE EN GAMME ET INNOVATION : clés du succès pour le textile français et européen ?

Khalid Ait Yahia, Bruno Fernandes et Emmanuelle Hirsch,
direction de la recherche économique, Coface

Face à la mondialisation, l'industrie textile a très tôt subi des mutations structurelles profondes. Une mondialisation à l'origine de l'internationalisation des processus productifs, particulièrement avancée dans ce secteur, et de la concurrence des pays en voie de développement qui a affecté ses entreprises européennes et françaises. De plus, les crises successives ont réduit la demande de biens textiles. Pour compenser ces chocs de demande, les industriels du secteur ont revu leur stratégie d'offre, afin d'accentuer le pouvoir différenciant de leurs produits. L'innovation a été au cœur de cette réorientation, comme en témoignent les investissements dans les textiles techniques, qui ont ouvert de nouveaux débouchés, loin de l'image traditionnelle du secteur. La branche textile connaît une forte croissance, tant en volume qu'en emploi, en s'orientant résolument vers une segmentation high-tech et en devenant un fournisseur clé pour les industries automobile et médicale.

Ensuite, les industriels français ont capitalisé sur leur image de savoir-faire et de qualité, ciblant ainsi des marchés de niches dans le haut de gamme, comme le font les Italiens. Enfin, de nouveaux horizons s'ouvrent du côté des pays émergents, dont les consommateurs ont un pouvoir d'achat qui augmente et ont soif de qualité, image que les produits français et européens entretiennent.

Dans ce contexte, le fil directeur de cette étude est le suivant : face à la menace des produits à bas coûts, certains industriels européens du secteur ont su capitaliser sur des savoir-faire, des compétences et une image, pour reconquérir des marchés affectés par des chocs économiques et des bouleversements sociétaux. Mais cet effort d'innovation permet-il de stabiliser durablement le secteur ? Les pays émergents ne sont-ils pas eux-mêmes en train d'innover et devenir des concurrents potentiels ?

Nous avons choisi d'analyser cette spécificité de l'industrie textile afin d'en faire ressortir les enjeux, la partie habillement n'étant abordée qu'à la marge.

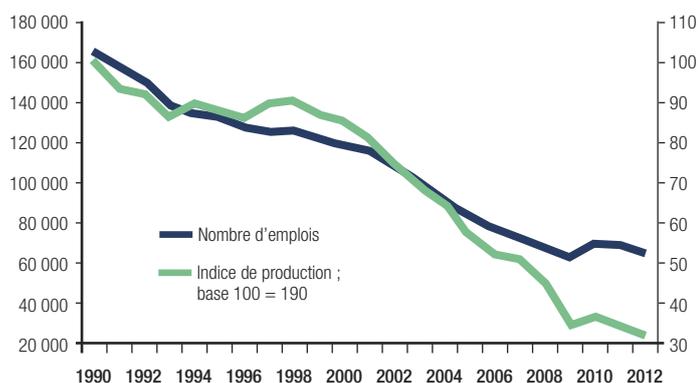
UN DÉCLIN «HISTORIQUE»

A - LE RECUL PROGRESSIF DE LA PRODUCTION TEXTILE FRANÇAISE AU PROFIT DES PAYS ÉMERGENTS

L'industrie textile française s'est progressivement étioyée au cours des deux dernières décennies. Caractérisée par une forte intensité en main d'œuvre, elle a longtemps été protégée de la concurrence internationale à laquelle elle est désormais fortement exposée. En 1973, des quotas d'importations de textile provenant des pays à bas salaires avaient notamment été mis en place, dans le cadre de l'accord multifibres (AMF). Peu à peu, ces barrières au commerce ont été supprimées à partir de 1995, sous l'impulsion de l'OMC, jusqu'à l'instauration du libre-échange dans le secteur le 1er janvier 2005. En parallèle, les fabricants de vêtements et de textiles de maison, principaux débouchés de la filière, ont délocalisé leurs productions dans les pays émergents, et notamment dans les pays asiatiques à faibles coûts, comme la Chine. Ainsi, la production de l'industrie textile française s'est effondrée de près de 70% entre 1990 et 2012, et le nombre de salariés a chuté de près de

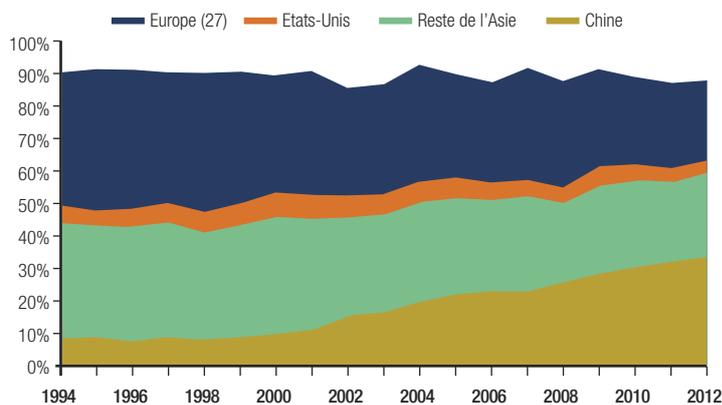
165 000 personnes à un peu plus de 65 000 sur la même période (*graphique 1*). Les importations de textile étant restées relativement stables, la pénétration⁽¹⁾ de la production étrangère s'est donc considérablement accrue. Cette évolution fait écho à la réorganisation de la production mondiale, et au recul des exportations européennes de textile au profit de la percée chinoise. La part de la Chine dans ce secteur, qui était en effet inférieure à 10% jusqu'au début des années 2000, représente aujourd'hui plus du tiers des exportations mondiales (*graphique 2*). Cette fulgurante progression est notamment due au démantèlement des barrières au commerce dans le secteur et à l'entrée de la Chine dans l'OMC en décembre 2001, lui permettant de bénéficier de la clause de la Nation la plus favorisée (NPF) et ainsi se voir appliquer les mêmes tarifs douaniers que les autres membres de l'organisation.

GRAPHIQUE 1 :
Evolution de l'emploi et de la production dans le secteur textile en France



Source : INSEE

GRAPHIQUE 2 :
Répartition des exportations mondiales de textile



Source : OMC

(1) Pénétration : le taux de pénétration, calculé pour une économie, un secteur ou une branche indique la part du marché intérieur qui est couverte par les importations.
Taux de pénétration = importations / marché intérieur x 100

En France, l'activité du secteur semble se stabiliser. Depuis fin 2009, le nombre de défaillances d'entreprises recule en effet nettement dans l'industrie textile. Une évolution d'autant plus positive qu'elle contraste avec celle de l'ensemble des défaillances dans l'économie, dont le nombre est resté sensiblement au même niveau sur la période (graphique 3). Tandis que la courbe du secteur textile suivait la tendance de l'économie jusqu'au pic de 2009, une rupture s'est opérée depuis entre les deux courbes. Le nombre de défaillances dans le secteur textile a été presque divisé par deux depuis cette date, tandis qu'il est resté proche de ce pic historique pour l'ensemble des entreprises françaises. La forte réduction des coûts⁽²⁾ des défaillances confirme le regain de dynamisme de l'industrie textile (graphique 4). Ces bonnes performances peuvent être interprétées comme résultant d'un progressif assainissement du secteur, dont les opérateurs sont désormais plus compétitifs. Ainsi, après avoir connu une longue crise depuis les années 1990, l'industrie textile se porte désormais relativement mieux que l'ensemble des autres secteurs de l'économie française.

GRAPHIQUE 3 :
Evolution du nombre de défaillances par an dans le secteur textile (hors habillement) et en France (indice 100 = décembre 2006)



Sources : Coface, Scores & Décisions

GRAPHIQUE 4 :
Evolution du coût des défaillances par an dans le secteur textile (hors habillement) et en France ; indice 100 = déc 2006



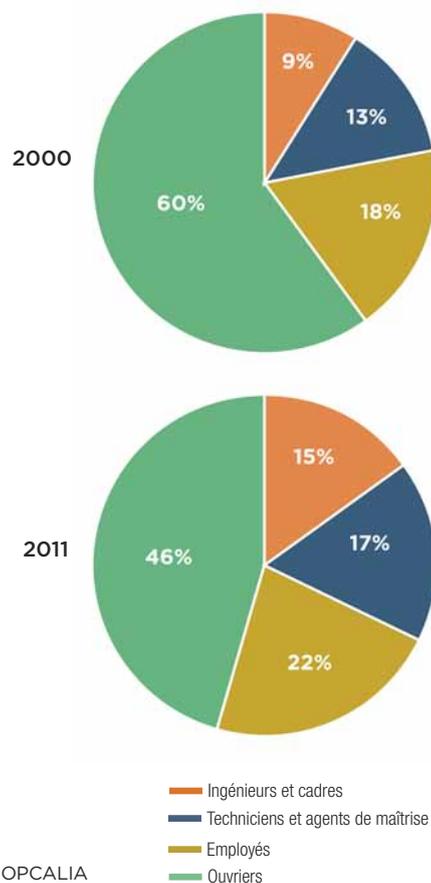
Sources : Coface, Scores & Décisions

B - L'INDUSTRIE TEXTILE FRANÇAISE CONSERVE UNE PLACE IMPORTANTE EN EUROPE

En 2011, 4 540 entreprises composaient l'industrie textile française, mais seulement 570 d'entre elles (12,5% du tissu économique) comptent plus de 20 salariés. Les effectifs du secteur s'élevaient à

65 279 salariés en 2012, relativement concentrés dans deux pôles régionaux : le Nord-Pas-de-Calais (15% des emplois) et la région Rhône-Alpes (22% des emplois). La structure de ces emplois a nettement évolué au cours des dix dernières années, sous l'impulsion de la montée en qualification. Ainsi, la proportion des ingénieurs a considérablement progressé, au détriment des ouvriers (graphique 5). Cette évolution reflète une complexification des processus de production, due à l'importance croissante des textiles techniques, nécessitant une main d'œuvre de plus en plus qualifiée. Le chiffre d'affaires du secteur était de 12,5 milliards d'euros en 2012, en léger recul (-2%) par rapport à l'année précédente. En matière de balance commerciale, l'industrie est nettement déficitaire, avec des exportations de 7,7 milliards d'euros en 2012, et des importations de 14,1 milliards. Plus de 60% des exportations de textile sont destinées aux autres pays de l'Union européenne.

GRAPHIQUE 5 :
Évolution de la structure des emplois du secteur textile



Source : OPCALIA

A titre de comparaison, l'industrie textile italienne, principale concurrente sur le marché des textiles de luxe, compte actuellement près de 150 000 salariés, et quatre fois plus d'entreprises qu'en France. Son chiffre d'affaires a atteint 21,9 milliards d'euros en 2012, soit un niveau d'activité par unité relativement faible en comparaison avec la France (tableau 1, page 7). L'Italie a connu un déclin semblable à celui de la France dans ce domaine, dans la mesure où, au début des années 1990, elle comptait environ 35 000 opérateurs. En Espagne, le secteur textile employait, en 2011, 40 000 personnes répartis dans 6 500 entreprises qui ont également connu une période prolongée de crise au cours de la décennie précédente, entraînant une forte réduction de leur nombre et de leur taille.

(2) Le coût des défaillances correspond au montant des dettes fournisseurs au moment de la défaillance.

Son industrie textile représentait en effet 10 764 opérateurs et 110 096 emplois en 2000. En dépit de son plus grand nombre d'entreprises, elle a réalisé un chiffre d'affaires nettement inférieur à celui de la France. En Allemagne, près de 53 000 employés travaillaient dans le secteur en septembre 2013, pour un chiffre

d'affaires annuel dépassant les 11 milliards d'euros, soit un niveau d'activité comparable à celui des opérateurs français. La bonne tenue du secteur en Allemagne est essentiellement due au dynamisme du segment des textiles techniques, dont le pays est le leader mondial (45% de parts de marché).

TABLEAU 1 :
Chiffre d'affaires, entreprises et emplois dans l'industrie textile en Europe

	Chiffre d'affaires (milliards d'euros)	Entreprises	Chiffre d'affaires moyen (millions d'euros)	Emplois	Nombre moyen d'employés
France	12,5	4 540	2,753	65 279	14,38
Italie	21,9	17 660	1,240	150 000	8,49
Allemagne	11,7	387*	nd	52 948	nd
Espagne	5,8	6 437	0,901	39 644	6,16

* Entreprises d'au moins un salarié ayant déposé leurs comptes

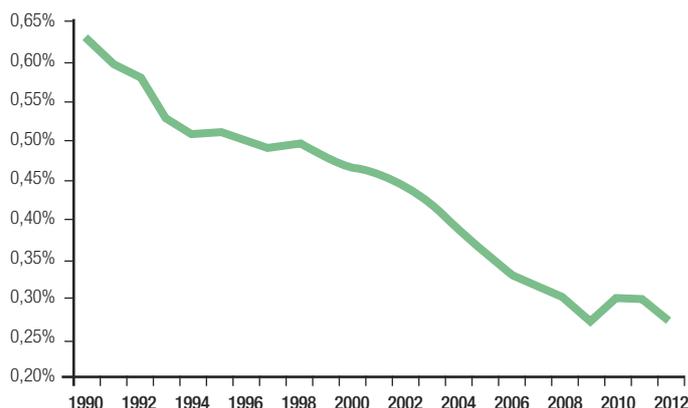
Source : Organismes nationaux de statistiques

C - UNE FILIÈRE EN PHASE DE REDÉPLOIEMENT VERS LES TEXTILES TECHNIQUES

La crise traversée a révélé, et non pas entraîné, une certaine inadéquation du secteur textile français avec la nouvelle donne mondiale qui s'est graduellement établie. Le poids du secteur dans l'emploi n'a en effet cessé de se réduire depuis 1990, et ce, bien avant l'émergence de la concurrence chinoise (*graphique 6*). Les exportations textiles ont également vu leur part dans les exportations totales diminuer progressivement depuis le milieu des années 1990 (*graphique 7*). Ainsi, le secteur a connu un lent déclin depuis maintenant plusieurs décennies. Une de ses principales faiblesses est d'être notamment moins structuré en France qu'en Inde ou en Chine, où il va de l'aval vers l'amont (du travail des fibres et l'élaboration des tissus à la fabrication de vêtement). L'autre principale raison de cette inadéquation était le positionnement de l'industrie sur des segments intensifs en main d'œuvre, où le pays souffre d'un évident déficit de compétitivité-coût.

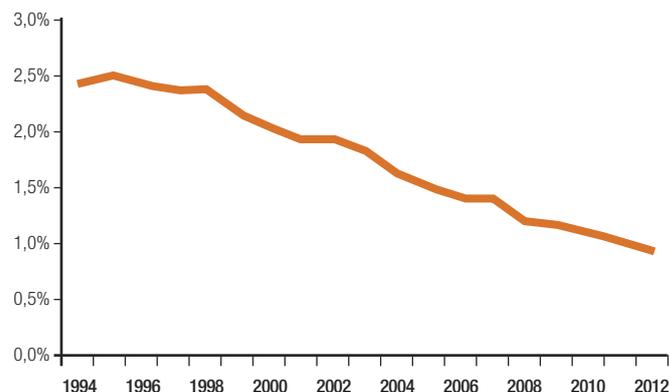
Au-delà de l'étiollement de son tissu économique, l'industrie textile française a dû se restructurer profondément ces dernières années. Conscients de la nécessité de s'orienter vers des segments où la part du coût de main d'œuvre dans le prix est moindre, autrement dit où le pouvoir de différenciation est supérieur, de nombreux opérateurs ont effectué, avec succès, un redéploiement vers les industries de luxe et, surtout, les textiles techniques. Par exemple, les soieries lyonnaises, à l'instar de Marc Rosier ou Tassinari et Chatel, parviennent à tirer leur épingle du jeu, en travaillant pour les grandes marques de luxe françaises comme Hermès, Vuitton ou Chanel. Toutefois, d'autres acteurs dynamiques de la filière sont ceux spécialisés dans les textiles techniques, comme Hexcel, Porcher Industries ou Johnson Controls (ayant racheté le Français Michel Thierry en 2010, ancien leader mondial des textiles pour automobile). Ce segment semble offrir de solides perspectives à moyen terme, dans la mesure où ses applications sont variées : sport, automobile, aéronautique, bâtiment et santé. En outre, nécessitant d'importants investissements en R&D, ce segment permet aux entreprises françaises, et plus largement européennes, de conserver une certaine avance sur leurs concurrents des pays émergents, ce qui n'est pas le cas sur les autres segments intensifs en main d'œuvre. Stimulé par l'augmentation, à l'échelle mondiale, de la demande de protection environnementale, d'efficacité énergétique ou de services de santé, le segment est désormais au cœur des stratégies de renouvellement des opérateurs français et européens.

GRAPHIQUE 6 :
Evolution du poids du secteur textile dans l'emploi en France



Source : INSEE

GRAPHIQUE 7 :
Evolution du poids du secteur textile dans les exportations françaises



Source : OMC

Trois questions à Emmanuelle Butaud-Stubbs

Délégué général, Union des Industries Textiles

• Après avoir traversé des années de fortes turbulences, pensez-vous que l'industrie textile européenne ait pris les mesures nécessaires pour s'adapter aux nouveaux enjeux ?

Au niveau européen, nous sommes dans une période de changement de cycle. L'année 2005 a vu la fin des quotas textile-habillement avec une forte poussée des importations chinoises liée à un «dumping» sur les prix (inférieur de 40% et 70% au prix moyen des fournisseurs des pays tiers). Cela s'est traduit par une perte d'un million d'emplois, essentiellement dans la confection en Europe centrale et du Sud. En France, 2008 est une année de césure avec une phase de redéploiement grâce, en partie, à la montée en régime de l'activité des 3 pôles de compétitivité textiles (Techtera, Uptex, Pôle Fibres). Il y a l'arrivée dans le réseau de l'industrie textile de nouveaux acteurs qui ont un profil d'ingénieur pour l'animation des pôles de compétitivité, et qui ont conscience de l'importance de la notion de compétitivité. Les produits fabriqués montent en gamme. Les entreprises du secteur se positionnent sur des segments pointus, à forte valeur ajoutée. S'ajoutent à cela des partenariats en recherche-développement avec d'autres secteurs comme le biomédical, les transports, et le BTP.

En 2011, selon les dernières estimations d'Euratex, l'industrie européenne du textile et de l'habillement représentait un chiffre d'affaires de 171,2 milliards d'euros pour 187 000 entreprises et 1,8 million de travailleurs. Des décisions peuvent se prendre au niveau européen afin d'encourager le développement de ce secteur. Le Comité économique et social européen a adopté en avril un avis sur la contribution à la stratégie 2020 des textiles techniques.

• Quelles sont les caractéristiques des entreprises du secteur textile technique ?

Les acteurs de la branche textile technique, hors mode, peuvent se décomposer en 3 catégories :

- Les «pur-player» historiques à savoir Hexcel, Porcher Industries et Freudenberg par exemple, qui sont présents depuis longtemps sur le segment. Il s'agit souvent de groupes bien implantés au niveau international.

- Des entreprises plus traditionnelles produisant de l'équipement pour la protection individuelle ou pour la maison, qui migrent progressivement vers des métiers techniques à plus forte valeur ajoutée, tout en gardant leur primo business.
- Des start-up qui sont de nouveaux arrivants, extérieurs au monde du textile, et qui cherchent des opportunités de développement sur des segments très pointus comme les cosméto-textile, les smart-textile par exemple.

Ces entreprises, dont les débouchés sont mondiaux, suivent leurs clients entre autres des secteurs de l'aéronautique et de l'automobile. En Europe, quatre pays dominent ce marché : l'Allemagne, la Belgique, les Pays-Bas, et la France.

• Dans cet environnement concurrentiel, quelles contraintes s'imposent aux entreprises françaises ?

Si l'Allemagne domine le marché des textiles techniques dans l'Union européenne, les sociétés françaises ont leur carte à jouer. Avec le pôle mode et luxe et une solide culture d'ingénieur, elles offrent un modèle équilibré. Il s'agit de resserrer les liens avec les constructeurs de machines (par ex Schlumberger) et de dialoguer avec les fournisseurs de fibres. Ces derniers proviennent souvent des pays tiers et se pose alors la question de l'accès aux matières premières. Une autre question concerne l'accès au financement. La taille moyenne des entreprises du secteur à savoir quarante personnes et, le fait qu'il s'agit souvent d'entreprises familiales font que l'accès au crédit est parfois difficile ou alors que les entreprises s'auto censurent. De plus, la désintermédiation n'est pas encore entrée dans les mœurs françaises. Autre facteur à prendre en compte : la pyramide des âges et le besoin d'un personnel plus qualifié. Avec une moyenne d'âge se situant aux alentours de 48-49 ans, il y a urgence à anticiper les besoins de recrutement. En outre, la montée en gamme et la technicité des produits nécessitent de s'en-tourer de profils plus pointus. C'est ce que l'on observe dans les écoles d'ingénieurs textile où des formations plus adaptées aux besoins des entreprises sont mises en place.

LES VOIES DU RENOUVEAU : LE SENTIER DES TEXTILES TECHNIQUES

La concurrence par les prix que les pays émergents ont exercé envers les pays industriels européens a contraint les acteurs du secteur textile à se réinventer. Cette lutte pour la survie a poussé bon nombre d'entreprises, en plus de celles déjà pré-positionnées sur ce segment, à investir le champ des textiles techniques. Pour d'autres, le luxe a constitué une alternative, notamment en Italie et en France. Les textiles techniques sont définis par leurs propriétés

(souplesse, résistance, etc.), et leur respect d'un cahier des charges strict afin de pouvoir répondre à des défis techniques, principalement tournés vers des applications industrielles. C'est surtout l'utilisation finale d'un produit qui définit la technicité d'un textile, et non le caractère esthétique ou décoratif. A titre d'exemple, les domaines d'application couverts vont de l'automobile et de l'aéronautique à la protection individuelle et à la santé.

DIAGRAMME 1 :
La chaîne de valeur du textile



Source : DGCIS

La chaîne de valeur du textile, une nouvelle impulsion

La chaîne traditionnelle du textile (*diagramme 1, page 8*) se divise peu ou prou en trois étapes : la fabrication, préparation, et transformation des fibres ; la fabrication des étoffes et tissus ; et et enfin l'ennoblissement (impression, teinture, finition, etc.). Dans chacune de ses subdivisions, les textiles techniques trouvent leur place, et intègrent plus de valeur ajoutée que les textiles traditionnels. Et afin de pouvoir augmenter le pouvoir différenciant des produits techniques, les industriels doivent investir en accentuant leurs efforts en R&D. Le maître-mot de cette impulsion est l'interdisciplinarité, car les textiles techniques irriguent plusieurs secteurs de l'économie et ont de multiples applications dans des domaines extrêmement variés. La chimie de spécialité pour les fibres polymères, la machinerie complexe ou les nanotechnologies pour les non tissés. Le textile technique devient dès lors un matériau tel le fer ou les plastiques, et entre donc dans divers processus de production. Une illustration des principales applications des textiles techniques est donnée dans le diagramme 2.

DIAGRAMME 2 :
Les différentes applications des textiles techniques



Source : DGCIIS

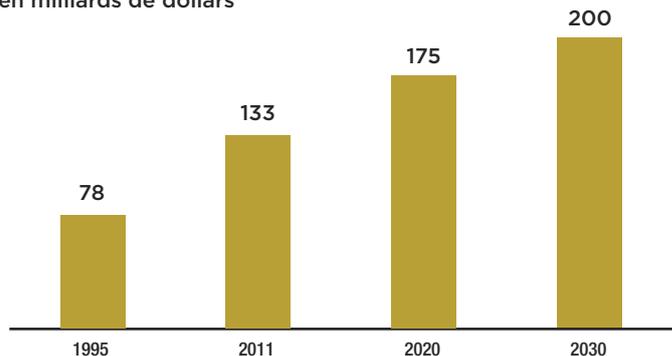
L'industrie européenne des textiles techniques représente 30% du chiffre d'affaires de l'ensemble du secteur textile, soit 30 milliards d'euros en 2011, alors qu'elle en représentait 26% en 2003 (graphique 8). Cette part fluctue en fonction des pays : elle est plus élevée dans les pays scandinaves, en Allemagne et en Autriche, tandis qu'elle est plus faible dans les pays du Sud de l'Europe. La France est plus proche du peloton de tête, 40% de la production textile totale étant orientée vers les textiles techniques. L'impulsion déterminante de l'Etat français a favorisé la constitution de différents pôles de compétitivité autour du textile, avec un accent particulier mis sur l'innovation, les textiles intelligents⁽³⁾, et la recherche sur les fibres : UP-TEX, TECHTERA, Pôle FIBRES. Ces pôles ont une forte implantation régionale, reflétant l'ancrage historique des industries textiles. Ces pôles (ou clusters) font travailler les industriels, ainsi que les instituts de recherche et les centres universitaires, mimant l'exemple suédois (*voir encadré page 10*).

GRAPHIQUE 8 :
Parts de marché du textile technique dans le textile total pour plusieurs pays européens

Union européenne	30%
Finlande	70%
Allemagne	50%
Autriche	45%
France	40%
Espagne	16%

Source : Euratex 2011

GRAPHIQUE 9 :
Consommation mondiale de textiles techniques en milliards de dollars



Source : Journal du textile

ACTE I DU RENOUVEAU : LA CONQUÊTE DE L'INTERNATIONAL

L'essor des exportations illustre parfaitement ce renouveau de l'industrie du textile. En effet, les textiles techniques «irriguent» presque tous les secteurs industriels, voire au-delà. Or ces mêmes secteurs connaissent une forte croissance de leurs exportations vers plusieurs régions du monde, et en particulier vers l'Asie (*graphique 9*).

La Chine est en effet le premier consommateur de textiles techniques. Leur utilisation y est fortement encouragée par les directives du XII^{ème} plan quinquennal. Par exemple, l'application de ces textiles et fibres polymères dans le secteur de l'automobile constitue un débouché important. Il est en effet devenu le premier marché mondial devant les Etats-Unis et les analystes de Techtextile prévoient un doublement de leur consommation entre 2010 et 2017 (passant de 755 tonnes à 1 400 tonnes).

Ailleurs en Asie émergente, la consommation de fibres techniques est également élevée en Inde, plus particulièrement dans le secteur de l'agriculture et de la protection des semences, en établissant des centres d'excellence (COE). Ces centres servent de catalyseurs en mettant à profit l'action concertée des industriels et des pouvoirs publics, via l'implication des centres de recherche publics.

Enfin, parmi les pays développés, les Etats-Unis demeurent un consommateur important de fibres et textiles techniques dans le secteur automobile, après le sauvetage massif de cette industrie par l'Etat fédéral en 2009. En outre, aux Etats-Unis, leader dans la recherche sur les nanotechnologies, les applications des fibres provenant de ces technologies appliquées à la recherche médicale ouvrent des voies nouvelles de traitements.

ACTE II : L'INNOVATION, L'ÉTAPE PRÉALABLE À LA RECHERCHE DES MARCHÉS DE NICHE

Lutter contre la concurrence provenant de pays à bas coûts de manière frontale en réduisant les coûts ne peut conduire qu'à l'échec. Toutefois des stratégies alternatives existent, et elles ont été déjà empruntées par les industriels du textile afin d'assurer leur survie. L'innovation contribue par exemple à offrir une avance aux industriels qui ont su investir dans la R&D. Cela est renforcé par le fait que le progrès technique est inhérent aux textiles techniques, qui doivent respecter les exigences des grands donneurs d'ordres industriels. En outre, on se doit de porter une attention particulière à la croissance forte des non-tissés et des composites⁽⁴⁾, fruits de l'accumulation d'efforts en recherche technologique, et

(3) Textiles intelligents : appelés également «smart textile» en anglais, ils permettent d'intégrer des composants électronique, informatique et numérique.

(4) Non-tissé : étoffe obtenue par le liage mécanique, chimique ou thermique de fibres textiles disposées en nappes, en excluant le tissage et le tricotage (source : Larousse). Composite : tissu composé de deux ou plusieurs matériaux distincts dont les qualités se combinent pour réaliser un produit aux propriétés particulières et répondant à un besoin spécifique (source : industrie)

nécessaires pour faire face actuellement à une demande exigeante dans le respect de certaines normes techniques, et surtout faire face à la concurrence de pays disposant d'avantages comparatifs dans les techniques plus traditionnelles. D'ailleurs, selon l'INDA (Association of the Nonwoven Fabrics Industry), les non-tissés devraient enregistrer une croissance annuelle de la production de 7,8% entre 2011 et 2016 dans le monde, et de 6% en Europe. Les déterminants de cette croissance seront les applications possible dans les produits d'hygiène corporelle, de propreté, mais aussi dans le secteur des géotextiles (construction, bâtiment et agriculture principalement).

Les textiles techniques sont donc principalement orientés vers des marchés de niche. Les textiles médicaux utilisés dans certaines prothèses vasculaires, ou bien les pansements innovants délivrant une dose médicamenteuse à même la plaie, constituent un autre exemple. Innovation et recherche de marchés de niche sont donc liées.

LE CAS SUÉDOIS

Les pays scandinaves ont réussi à prendre le virage de l'innovation tout en pérennisant leur industrie du textile. La Suède, par exemple, est parvenue à produire plus de textiles techniques que ceux à faible valeur ajoutée, tout en articulant recherche, développement sur des marchés de niche, et multidisciplinarité. La Suède a donc restructuré plus tôt son industrie textile, dès les années 1970, en réduisant sa taille, et en investissant dans des domaines riches en valeur ajoutée. Ce n'est pas un hasard, car le pays investit traditionnellement davantage en R&D que le reste de l'Europe : 3,4% de son PIB de 2011 (contre 2,25% en France, et un peu plus de 1,5% en Espagne ou en Italie). De plus, près de 1,1% des effectifs des entreprises privées occupaient un poste en R&D en 2010, tandis que l'on tombe à 0,8% en France, et 0,4% en Espagne (tableau 2).

TABLEAU 2 :
Une demande forte sur plusieurs années
Proportion du personnel en R&D sur les effectifs totaux, 2010

	Entreprises privées	Administration publique	Enseignement supérieur
Finlande	1,14	0,26	0,67
Danemark	1,16	0,05	0,59
Suède	1,10	0,06	0,39
France	0,80	0,19	0,37
Allemagne	0,82	0,21	0,29
Espagne	0,40	0,20	0,36
Italie	0,42	0,13	0,29

Source : Eurostat

Par exemple, l'école suédoise des textiles (Swedish school of Textiles) a de fortes interactions avec les industriels suédois du textile (en particulier le centre IFP Research) et des fibres, qui fixent la liste des domaines d'intérêt. Elle est localisée dans l'université de Boras, et effectue une veille constante sur les marchés du textile, afin d'en dégager les tendances fortes. En outre, elle forme des ingénieurs et des techniciens, dont le curriculum est conçu pour être en accord avec les besoins des industriels, et aussi pour favoriser les développements technologiques. Cette collaboration a permis de faire face à la concurrence asiatique, en renforçant la spécialisation des produits finis. Comme dit plus haut, cela n'aurait pu être le cas sans des efforts importants en R&D.

S'ADAPTER, ENCORE ET TOUJOURS...

Quoi qu'il arrive, le secteur de l'industrie textile doit donc innover constamment, notamment dans les pays européens où les coûts de production sont relativement élevés. Sa pérennité et sa croissance passent par les textiles techniques et par l'exportation. Mais ces opportunités ne doivent pas faire oublier l'existence de risques intrinsèques à ce secteur. Une croissance européenne faible et des importations élevées pourraient modifier le périmètre du secteur textile et habillement européen. D'autres risques liés à la structure même des entreprises et au degré de la concurrence pèsent aussi sur le secteur.

Trois questions à Sophie Aubert-Vidal

Responsable de branche, direction de l'arbitrage,
Coface

- **Avez-vous observé une évolution, un changement dans la nature des incidents de paiements sur le secteur textile-habillement ?**
Y a-t-il une spécificité et des pays qui semblent plus touchés ?

Le tissu économique du secteur textile demeure globalement atomisé et sous-capitalisé. Il est, en grande majorité, composé de micro-entreprises (moins de 10 salariés), dépendant de la vigueur des débouchés principaux et agissant en tant que variable d'ajustement : le pouvoir d'achat des ménages pour l'habillement et l'automobile d'un côté, la capacité d'investissement pour la construction et les travaux publics de l'autre.

La distribution au détail d'habillement représente le segment le moins générateur de valeur, mais le plus important en nombre. Les incidents de paiement y sont observés pour une immense majorité, car à l'effet volume s'ajoute la forte contraction de la demande, continue depuis 2009, avec la crise économique. Autre tendance de fond, la massification, qui permet à certains groupes (H&M, Inditex) dont la taille permet de couvrir tous les segments (femme - homme - enfant - accessoire), de mieux amortir leurs coûts fixes et d'assortiment. Enfin la mutation du modèle de distribution lui-même, évoluant vers l'e-commerce (Amazon, Zalando) qui siphonne la distribution traditionnelle.

En revanche, l'industrie textile à proprement dit est relativement résiliente, avec un nombre de défaillances presque stable. Caractéristique sur la période, la défaillance la plus importante en termes de coûts social et financier, est celle de Roland Vlaeminck Tisseur, une PME qui s'était spécialisée dans le textile pour mobilier de plein air et a subi de plein fouet la chute de ses ventes domestiques. Il est significatif que l'entreprise ait été rachetée par le leader Fermob, bien plus diversifié à l'international et qui panache marchés publics, entreprises et grand public.

Enfin, les différences géographiques sont saisissantes. En Europe du Nord, les achats demeurent plutôt stables et les incidents de paiement maîtrisés. Au contraire au Sud, l'effet mode marqué, les délais de paiement très longs, un pouvoir d'achat en recul, nous observons une dégradation des paiements notamment en Italie parallèlement à la croissance des cessations de paiement (art 182 bis), alors que le pic semble passé pour l'Espagne.

... Trois questions à Sophie Aubert-Vidal

• Quels sont les risques rencontrés actuellement par les entreprises du secteur textile ?

Hormis le coût du travail (1h travaillée en France représente un mois de salaire au Bangladesh) et les contraintes fiscales ainsi que réglementaires qui sont communes peu ou prou à toutes les industries en France, le recul des ventes des entreprises françaises sur le marché domestique met en lumière leur insuffisante diversification sur les zones export, et sur la typologie des débouchés.

Pour les entreprises liées à la mode, les délais de paiement sont traditionnellement longs, cadencés généralement par saison, avec des achats qui s'organisent très en amont, entre 6 et 9 mois d'avance. Les lieux de vente doivent créer une valeur ajoutée via leur design et un marketing différenciant par rapport à l'e-commerce. Les dérèglements climatiques imposent des mini-saisons dont le coût de création, sourcing et logistique doivent être amortis sur une taille critique.

Quant aux industries textiles, les nécessaires investissements pour s'adapter à des applications électroniques (Smart textile) ou techniques (aéronautique, géotextile, médical, professionnel...), sont parfois très lourds, quand les entreprises sont transmises via endettement (LBO), ce qui arrive de plus en plus du fait du faible renouvellement générationnel.

Enfin, la raréfaction de la main d'œuvre qualifiée interpelle les filières sur la qualité des apprentissages, par rapport à leurs besoins et la transmission des savoir-faire en vue de leur pérennité.

• Quelles perspectives semblent se dessiner pour les entreprises du secteur textile ?

Le textile français est en mesure d'imposer ses standards et bénéficie d'ores et déjà de la bonne image du «Made in France». Si le luxe constitue un bon moteur de croissance, les innovations technologiques sont le creuset durable pour créer de la valeur ajoutée dans les bassins d'emplois traditionnels régionaux que sont les régions Rhône-Alpes, Nord-Pas-de-Calais, Champagne-Centre et Alsace-Lorraine. C'est pourquoi les filières s'organisent pour créer des incubateurs, les fonds sectoriels spécialisés participent pour renforcer les fonds propres d'entreprises innovantes, permettant la recherche et investissement à moyen terme.

La clé de la réussite, c'est la recherche de la qualité premium et l'innovation technique, seules capables de procurer une marge suffisante pour un maintien principal en France.

Or que ce soit pour l'habillement (grand public, luxe ou professionnel), les applications aéronautiques, géotextiles, ou électroniques, le monde textile sera ouvert ou ne sera pas français. La recherche de débouchés doit être envisagée très en amont, ce qui suppose un ciblage de marchés parfois très réglementés. R&D en France et production à meilleur coût ailleurs peuvent être panachés, à l'instar de ce qui se fait dans les autres industries, ceci permettant également de s'ouvrir des marchés qui seraient sinon fermés si on n'adopte pas une telle stratégie.

A - UNE EUROPE À PLUSIEURS VISAGES

Afin d'évaluer les risques associés à la structure des entreprises, il convient de prendre en compte leur taille, la part de leur chiffre d'affaires consacrée à la R&D et leur spécialisation.

Dans ce contexte, une Europe à deux visages semble se dessiner. D'un côté, l'Europe du Nord et de l'Ouest dispose des conditions ad hoc pour poursuivre sa politique de recherche de l'innovation et le secteur est en phase de concentration. Cette étape n'est pas forcément génératrice d'emplois et on s'orienterait plutôt vers un transfert de «sous-traitance» vers les pays d'Europe de l'Est et du Sud.

L'Italie, pour sa part occupe une place particulière. Après avoir traversé une forte crise dans les années 1990 (dévaluation compétitive de la lire et restructurations de nombreuses sociétés), son industrie textile, bien que pénalisée par un coût de main d'œuvre et de l'énergie conséquents, s'oriente à présent vers des marchés à plus forte valeur ajoutée tel le luxe. Ainsi Côme reste le lieu de la création, du style et de l'innovation esthétique en matière de textile, tels que les tissus techniques. Biella, haut lieu de cette industrie, déploie un réseau d'entreprises orienté vers les tissus techniques pour l'industrie nautique (yacht et croisière) et automobile. Quant à Prato, en Toscane, elle est devenue un «hub» de production où les entreprises d'habillement de basse et moyenne gamme («fast fashion») sont désormais détenues par des entrepreneurs chinois. Ces derniers fabriquent ainsi des articles «made in Italy» aux conditions «made in China» : les ouvriers sont chinois et travaillent dans des conditions plus que difficiles (horaires, salaires). A titre d'exemple, le coût de fabrication d'un pantalon est de 8,5 euros, celui d'un haut de femme de 4 euros. Ce secteur a généré en 2011 un revenu d'environ 2 milliards d'euros (estimation NPR).

Ville de Prato (Toscane) : la Chine en Italie, exemples de panneaux de signalisation des sociétés



Fabio Muzzi / AFP/Getty Images

Depuis 2011, l'industrie textile espagnole a relocalisé 15% de sa production partie en Chine ces 20 dernières années. La réduction des écarts de coûts salariaux avec la Chine, l'appréciation du yuan ainsi que divers droits de douane expliquent cette tendance. En outre, ces retours ont été accompagnés d'aides gouvernementales. Avec des prix attractifs et des efforts d'innovation, la production textile espagnole (hors habillement) a augmenté 2,3% au premier semestre 2013.

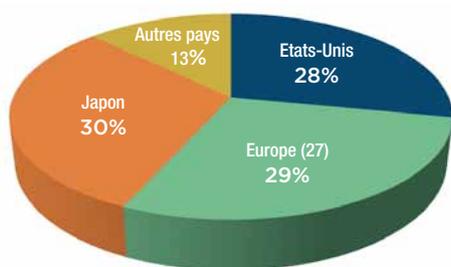
Quant à la France, une des caractéristiques des entreprises du secteur textile est que ce sont plutôt des PME. En 2012, l'INSEE comptait 570 entreprises de plus de 20 personnes. Comment être à la fois de petite taille et innovant ?

B - FINANCER L'INNOVATION

Pour financer l'innovation, les entreprises françaises peuvent s'autofinancer, avoir accès au crédit bancaire ou bénéficier d'aides publiques françaises ou européennes. Ceci implique que le projet de l'entreprise soit suffisamment élaboré pour être attirant. La structure des entreprises françaises diffère de celle de leurs concurrentes allemandes. Ces dernières, souvent des entreprises familiales, peuvent s'autofinancer du fait de leur capitalisation conséquente, se financer sur le marché obligataire (hypothèse marginale en France), ou encore disposer d'une main d'œuvre suffisamment qualifiée pour effectuer le travail requis (du fait de la montée en gamme des produits fabriqués) et/ou réaliser de la recherche soit en interne soit en partenariat avec d'autres industriels. On peut citer l'Allemagne où les sociétés créant de nouvelles fibres techniques travaillent en coopération avec celles qui produisent les machines à tisser, afin d'obtenir la machine la plus adaptée au produit final. Un exemple français confirme l'efficacité de cette stratégie : la start-up de Cédric Brochier a conçu une machine qui peut tisser des fibres optiques, traiter quelque 18 230 fils différents d'une seule trame, à partir d'un brevet déposé en 2004 sur la base de la technologie Jacquard. Enfin, il faut tenir compte du rôle joué par l'entreprise : est-elle leader sur son marché ou bien est-elle le sous-traitant, de quel rang, qui est son donneur d'ordre ? Si elle est en position dominante, les risques tant financiers que créatifs seront moindres que si elle dépend d'un donneur qui fera peser sur elle les efforts de rentabilité et une partie du processus de recherche.

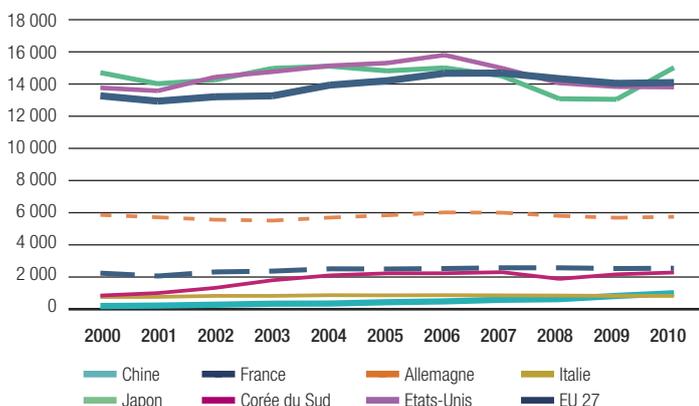
Cet effort en innovation se mesure par le nombre de brevets déposés par habitant. L'indicateur le plus significatif est la famille de brevets triadiques⁽⁵⁾.

GRAPHIQUE 10 :
Répartition des familles triadiques de brevets en 2010 (en %)



Source : OCDE

GRAPHIQUE 11 :
Familles de brevets triadiques déposées par pays



Source : OCDE

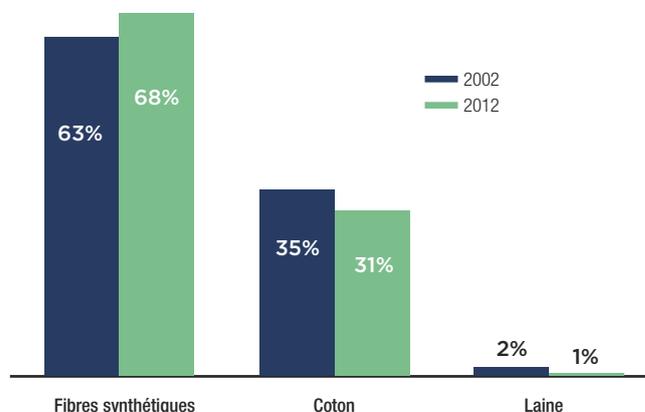
En 2010, selon l'OCDE, environ 49 000 familles de brevets triadiques ont été déposés. Les Etats-Unis en représentent 28,1%, et l'Union européenne 28,6%. Un examen pays par pays fait ressortir la forte progression de la Corée du Sud qui passe de 732 brevets déposés en 2000 à 2 182 en 2010. Cette tendance est la même pour la Chine. Mais la créativité et l'innovation d'un pays ressort tout particulièrement quand on rapporte la famille de brevets déposés au nombre d'habitants. En tête de ce classement : le Japon (118), la Suisse (109), la Suède (94) et l'Allemagne (69)... et la France en douzième position (39).

L'Europe s'est également penchée sur la propriété intellectuelle et l'existence d'un brevet européen facilite la vie des fabricants et créateurs. Ce dernier a, dans chacun des Etats contractants pour lesquels il est délivré, les mêmes effets et est soumis au même régime qu'un brevet national délivré dans cet Etat, pour autant que la Convention sur brevet européen n'en dispose pas autrement. On va aussi vers un renforcement de la propriété intellectuelle et une chasse à la contrefaçon.

C - MAÎTRISER LE COÛT DES MATIÈRES PREMIÈRES ET DE L'APPROVISIONNEMENT

Les fibres utilisées par l'industrie peuvent avoir plusieurs origines (graphique 12). Les quantités produites augmentent avec la croissance de la population et l'amélioration du niveau de vie. On note le recul des fibres dites naturelles au profit de celles synthétiques. En 2012, la production mondiale de fibres était de 85,9 millions de tonnes, dont 68 % pour les fibres synthétiques. Un des problèmes majeurs pour l'industrie textile est la volatilité des prix et des volumes de production. Ainsi les prix du coton dépendent de son rendement et de la capacité qu'ont certains pays à accumuler des stocks (Chine). La production mondiale dépasse la consommation. Ainsi, pendant la campagne 2012/2013, 26,3 millions de tonnes métriques de coton ont été produites pour une consommation évaluée à 23,5 millions de tonnes. Sur la campagne 2013/2014, il est prévu que la production tourne autour de 117,2 millions de balles. Depuis octobre 2013, les prix du coton sont orientés à la baisse. De plus, certains pays comme l'Inde ou le Pakistan disposant eux mêmes d'une industrie textile intégrée peuvent avoir une action sur le prix du coton à travers l'augmentation des taxes douanières ou le contingentement de leur production.

GRAPHIQUE 12 :
Origine de la production mondiale de fibres (en %)



Source : CIRFS

(5) On entend par famille de brevets, un ensemble de brevets enregistrés dans différents pays. Triadique car l'ensemble de brevets est déposé auprès des trois principaux offices de propriété intellectuelle : l'Office européen des brevets (OEB), le Japan Patent Office (JPO) et le United States Patent and Trademark Office (USPTO) afin de protéger une même invention.

Au niveau des fibres synthétiques, issues et dérivées du pétrole et de l'industrie chimique, le prix varie en fonction du cours de ce dernier. En outre, l'industrie chimique européenne se trouve pénalisée par un coût élevé de l'énergie, tandis que l'américaine profite de l'abaissement du gaz de schiste. La production européenne de polyester et de polyamide a ainsi reculé de 46 % et 44 % entre 2000 et 2009 en Europe. L'Europe peut stabiliser l'impact des coûts élevés de l'énergie qui représentent une grande part du coût de production des fibres chimiques, du non-tissé et de l'ennoblissement en sécurisant les approvisionnements des entreprises en gaz, fioul ou en électricité. Parallèlement, la Chine continue d'augmenter sa production et ses exportations. La zone Asie est devenue à la fois le plus gros producteur et le plus gros consommateur de fibres d'origine synthétique. Or, sachant que ces dernières sont le produit de base pour les tissus techniques, une dépendance croissante est à craindre tant au niveau qualitatif que quantitatif.

D) LA NOUVELLE CONCURRENCE DES ÉMERGENTS ET DE L'ASIE

Les investissements en R&D permettent la montée en gamme et la conquête de nouveaux marchés. Si les pays développés sont présents sur le marché des tissus techniques, les pays émergents se lancent également sur ce créneau. En effet, la hausse des salaires dans cette industrie les amènent à rechercher de nouveaux débouchés. Cela est particulièrement vrai pour la Chine, premier consommateur de fibres techniques, qui est en train de transférer une partie de sa production textile vers le Bangladesh, les Philippines et le Vietnam où les coûts salariaux sont encore faibles.

En outre, l'augmentation du pouvoir d'achat des classes moyennes dans les pays émergents a créé des besoins nouveaux, en particulier dans l'habillement. Cette soif de produits à plus forte valeur ajoutée a conduit ces derniers à se tourner vers le segment des textiles techniques. Les vêtements types «outdoor» à base de fibre technique (Gore Tex, respirant etc.) se démocratisent et intègrent de plus en plus la vie quotidienne. Par exemple, l'entreprise taiwanaise Singtex a déposé 34 brevets, dont un en particulier pour un polyester à base de marc de café, S.Cafe, un tissu qui absorbe les mauvaises odeurs. D'autres sociétés décident par exemple de travailler avec les fileurs pour créer leurs nouveaux produits mais ne possèdent pas d'usines en propre. Ainsi la compagnie Hyperbola détient dans son catalogue plus d'une centaine de tissus techniques et fournit les grandes marques comme Patagonia ou Canada Goose.

E) VERS OÙ ALLER ?

Immensité du domaine de recherche

Les possibles utilisations des tissus techniques sont immense. Beaucoup d'entre eux n'en sont qu'au stade expérimental. Le premier débouché est l'industrie textile. Les vêtements issus de tissus techniques offrent à celui qui les porte, une protection contre les agressions externes (feu, forte variation de température, liquides corrosifs, rayonnement etc.), tout comme la gamme des vêtements de travail ou destinés au sport. Il y a aussi des marchés de niches comme ceux intégrant de l'électronique (capteurs pour mesurer la température, enregistrer le rythme cardiaque...).

Les tissus d'ameublement et de la maison, autres débouchés possibles, permettent de fabriquer des stores extérieurs résistant à l'eau, au soleil (utilisation de nano particules) et d'inclure des traitements anti-tâches, antibactériens.

Le domaine industriel est un autre débouché des tissus techniques. Ils apportent sécurité, légèreté, confort et peuvent réduire la consommation énergétique des véhicules (airbags, ceintures de sécurité, toit des décapotables, pneus, sièges avec intégration du chauffage). Mais c'est dans l'aéronautique que les débouchés semblent les plus prometteurs pour les entreprises : la fibre de carbone réduit le poids de l'avion et donc sa consommation en kérosène. Parmi les entreprises dominantes sur ce secteur figurent Hexcel et Chomarrat. Les textiles techniques se retrouvent également dans le secteur de la construction. L'intégration dans le béton de fibre technique, en lieu et place de l'acier, permet par exemple de construire des ponts plus légers sans risque de corrosion dans le temps. L'étanchéité des façades, le renforcement de talus ou de rives par le biais de treillis sont d'autres domaines d'application.

Les tissus techniques se retrouvent également dans l'agriculture et l'environnement, où ils servent à filtrer, purifier, désaliniser, capter la rosée ou l'humidité des nuages.

Le domaine médical, également prometteur, s'étend de la compresse aux propriétés antibactériennes, aux bandages, aux fils résorbables jusqu'aux implants en fibres synthétiques via dans un futur proche aux médicaments diffusés par le vêtement porté.

Ces exemples illustrent les immenses possibilités offertes à l'industrie textile, grâce notamment au textile technique. Le développement des partenariats entre les industriels et les universités sont la clé pour que l'avance dont disposent les entreprises françaises perdure. Le potentiel de croissance des textiles techniques est évalué entre 3 et 5 % par an, selon les analystes de la Deutsche Bank Research.

Néanmoins, pour que la part de marché des textiles techniques continue d'augmenter, il faut développer plus en amont le partenariat entre producteurs de tissus techniques et industriels. Ces derniers s'en serviront pour pérenniser l'innovation. Mais il faut aussi que leur coût diminue. A ce jour, les textiles techniques sont plus chers que les produits qu'ils peuvent ou doivent remplacer (par exemple la fibre de carbone en lieu et place de l'acier ou de l'aluminium). Si le supplément de prix à payer pour disposer de vêtements techniques est jugé trop important par rapport au bénéfice que l'on en tire, le consommateur peut décider de ne pas effectuer l'achat (utilité d'une veste Gore Tex par rapport à un imperméable). Cette baisse des coûts requise passe par l'innovation technique et des économies d'échelle au niveau de la production.

Cette recherche constante de l'innovation est aussi un frein pour les entreprises puisque celles ayant une surface financière suffisante et déjà un pied à l'international seront les mieux armées.

Quelles politiques publiques pour soutenir le secteur ?

En France, la création de pôles de compétitivité comme Techtera (textiles et matériaux souples, région Rhône alpes), Up-TEX (textile, Nord-Pas-de-Calais), Pôlefibres (400 entreprises) donnera aux entreprises les moyens d'innover. Avec 16 instituts de recherche en textile, l'Allemagne se donne également les moyens d'accroître sa recherche.

Cette course à l'innovation, où chaque pays européen a des cartes à jouer, s'inscrit également dans un cadre européen beaucoup plus large. Antonio Tajani, Commissaire européen chargé de l'industrie et de l'entrepreneuriat, a lancé une politique industrielle pour soutenir la filière mode et luxe tout en développant une nouvelle industrie, moderne, compétitive. Une démarche qui cible la qualité au détriment de la quantité.

Le budget disponible pour la R&D via le programme Horizon 2020 est de 72 milliards d'euros, et 2,5 milliards d'euros ont également été prévus pour le programme COSME pour une période allant de 2014 à 2020 (programme tourné vers les PME et focalisé sur la compétitivité des entreprises). Il est aussi prévu de développer un module de formation en alternance, ainsi qu'une formation continue destinée aux jeunes européens, inspiré du programme Erasmus.

Le secteur de l'industrie textile se trouve aussi confronté à une pyramide des âges vieillissante, d'où la nécessité de faciliter le passage entre anciens et nouveaux dirigeants. De plus, de nouveaux métiers sont plus technique et nécessitent une adaptation des formations. La qualification des métiers augmente, le salaire aussi. Il faut donc être potentiellement attirant pour ses nouvelles recrues alors que d'autres secteurs de l'industrie tels que l'automobile et l'aéronautique ont une image plus positive et dynamique.

Horizon 2020 prévoit également de favoriser l'internationalisation des acteurs de l'industrie textile. Ne seraient maintenus que des ateliers en Europe, les sites de production se trouveraient en dehors des frontières de l'Union.

Dans ce contexte, l'Europe ainsi que chaque Etat membre essayent de soutenir les entreprises. Ces dispositifs d'aide consistent par exemple à accompagner les dirigeants d'un coaching sur des sujets clés (offre produit, stratégie marketing) via une subvention d'accompagnement, un système d'avances remboursables alimentées par un fonds européen des concours garanti et de l'assurance-crédit au niveau européen.

L'innovation devra dans un futur proche tenir encore plus compte des contraintes environnementales et la filière recyclage poursuivre son développement.

CONCLUSION

Afin de conserver son avance technologique et faire face à la montée de concurrents déterminés à profiter du potentiel de croissance des textiles techniques et acquises au prix de maintes restructurations, l'industrie textile européenne doit pérenniser les nombreux atouts dont elle dispose. Cela va d'entreprises performantes et innovantes, bien placées sur le marché mondial, aux mesures prises par l'Union européenne pour soutenir le secteur en passant par la maîtrise des coûts des matières premières.